



FR

CETTE ACTION EST FINANCÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE

ANNEXE

de la décision de la Commission modifiant la décision C(2016) 6474 du 5.10.2016 relative au programme d'action annuel 2016, première partie, en faveur de Burkina Faso à financer sur le 11^e Fonds européen de développement

Document relatif à l'action pour le Programme d'appui à la politique sectorielle santé II

1) *Le point 5 du tableau de la page de garde est modifié comme suit:*

5. Montants concernés	<p>Coût total estimé (indicatif): 65 160 526,31 EUR</p> <p>Montant total de la contribution du FED: 63 950 000 EUR dont:</p> <ul style="list-style-type: none">• 52 500 000 EUR au titre de l'appui budgétaire;• 11 200 000 EUR au titre de l'appui complémentaire;• 250 000 EUR audit, évaluation. <p>La présente action est cofinancée par des bénéficiaires de subvention potentiels pour un montant indicatif de 210 526,31 EUR.</p> <p>Le pays partenaire contribue au financement de l'action pour un montant indicatif de 1 000 000 EUR.</p>
RÉSUMÉ Inchangé.	

1. CONTEXTE

Inchangé.

2. RISQUES ET HYPOTHÈSES

Inchangé.

3. ENSEIGNEMENTS TIRÉS, COMPLÉMENTARITÉ ET QUESTIONS TRANSVERSALES

Inchangé.

4. DESCRIPTION DE L’ACTION

4.1 Objectifs/résultats

Inchangé.

4.2 Principales activités

Inchangé.

4.2.1 Appui budgétaire

2) *Ce point est modifié comme suit:*

«Un contrat de réforme sectoriel sera signé avec le gouvernement du Burkina Faso et sera caractérisé par:

- Le transfert d’un maximum de 52 500 000 EUR si les conditions de décaissement sont remplies;
- Un suivi des développements macroéconomiques;
- Un dialogue régulier sur la gestion des finances publiques et la transparence budgétaire;
- Un dialogue permanent et approfondi avec le gouvernement sur la mise en œuvre de la Plan national de développement sanitaire 2011-2020 (PNDS);
- Un dialogue permanent et approfondi avec le gouvernement et la société civile sur la priorisation des actions et sa traduction en termes d’allocation budgétaire;
- Une coordination continue avec les autres bailleurs faisant des appuis budgétaires;
- Le suivi des indicateurs des tranches variables.»

4.2.2 Appui complémentaire

Inchangé.

4.3 Logique d’intervention

Inchangé.

5. MISE EN ŒUVRE

5.1 Convention de financement

Inchangé.

5.2 Période indicative de mise en œuvre

Inchangé.

5.3 Mise en œuvre de la composante relative à l’appui budgétaire

5.3.1 Motivation des montants alloués à l’appui budgétaire

3) *Ce point est modifié comme suit:*

«Le montant alloué à l’appui budgétaire est de 52 500 000 EUR et celui alloué à l’appui complémentaire est de 11 200 000 EUR. Ce montant repose sur l’affectation de 4 000 000 EUR à des actions de la société civile et la répartition de 7 200 000 EUR entre l’assistance technique et le fonctionnement des projets de réforme.»

5.3.2 Critères de décaissement de l'appui budgétaire

Inchangé.

5.3.3 Modalités de l'appui budgétaire

4) Ce point est modifié comme suit:

«L'appui budgétaire est fourni sous la forme d'un appui budgétaire direct non ciblé au Trésor public. L'opération de crédit des virements en euros décaissés en FCFA sera exécutée aux taux de change applicables, conformément aux dispositions pertinentes de la convention de financement.

Les modalités sont résumées dans le tableau suivant (EUR):

Année	Période	Tranches fixes	Tranches variables	Total
2017	2 ^e trimestre	10 500 000	7 000 000	17 500 000
2018	2 ^e trimestre	10 500 000	7 000 000	17 500 000
2019	2 ^e trimestre	10 500 000	7 000 000	17 500 000
TOTAL		31 500 000	21 000 000	52 500 000

»

5.4 Modalités de mise en œuvre pour l'appui complémentaire d'un appui budgétaire

Inchangé.

5.5 Champ d'application de l'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

Inchangé.

5.6 Budget indicatif

5) Le tableau du budget indicatif est modifié comme suit:

	Contribution de l'UE (EUR)	Contribution indicative de tiers (EUR)
5.3. Appui budgétaire - Contrat de réforme sectorielle	52 500 000	-
5.4. Appui complémentaire	11 200 000	1 210 526,31
<i>5.4.1 Appel à propositions "société civile" et "instituts de recherche" (gestion directe)</i>	<i>4 000 000</i>	<i>210 526,31</i>
<i>5.4.2. Gestion indirecte avec le Burkina Faso dont:</i>	<i>7 200 000</i>	<i>1 000 000,00</i>
<i>Fonctionnement des instances de gestion du programme et activités d'amélioration de la qualité des soins (devis programme) – montant indicatif</i>	<i>1 700 000</i>	<i>1 000 000,00</i>
<i>Appui institutionnel (assistance technique et conférences) – montant indicatif</i>	<i>5 500 000</i>	<i>-</i>
<i>Contribution à la Caisse nationale d'assurance maladie – montant indicatif</i>	<i>2 000 000</i>	
5.9. Évaluation, 5.10 – Audit	250 000	-
Total	63 950 000	1 210 526,31

5.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Inchangé.

5.8 Suivi des résultats et rapports

Inchangé.

5.9 Évaluation

Inchangé.

5.10 Audit

Inchangé.

5.11 Communication et visibilité

Inchangé.

6. CONDITIONS PRÉALABLES

Inchangé.

APPENDICE – LISTE INDICATIVE DES INDICATEURS DE RÉSULTAT (POUR L’APPUI BUDGÉTAIRE)

Inchangé.